

PRÉFET DE LA DRÔME

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
d'Auvergne - Rhône-Alpes

Unité inter-départementale
Drôme Ardèche

Subdivision 5 – Risques et agroalimentaire
Affaire suivie par : Elodie MOUROUX
Tél. : 04 75 82 46 32
Télécopie : 04 75 82 46 49
Courriel : elodie.mouroux@developpement-durable.gouv.fr

PRÉFECTURE DE LA DRÔME
Direction départementale de la protection
des populations (DDPP)
Bureau de l'environnement
33 avenue de Romans – BP96
26 904 VALENCE CEDEX 9

Valence, le 07 AVR. 2017

Ref. : 20170402-RAP-DAEN0282

DÉPARTEMENT DE LA DRÔME

Société UCAB à CREST

Rapport de l'inspection des installations classées

Objet : Mise à jour de la situation administrative

Document de référence : /

Adresse de l'établissement : 1 rue Henri Barbusse
26400 CREST

Activité principale : Fabrication d'aliments pour le bétail

Code S3IC de l'établissement : 103-25

Priorité DREAL : P2

Pièce jointe : /

Original : DDPP 26

Copies : inspecteur signataire, chrono sub 5

1. Contexte

Comme suite à la parution du décret n°2014-285 du 03/03/2014 (SEVESO 3) modifiant la nomenclature des installations classées, l'exploitant a transmis par courrier du 30/03/2016 une mise à jour de la situation administrative de l'installation de la société UCAB exploitée à CREST.

De plus, dans l'étude de dangers transmise le 09/01/2016, l'exploitant informe de la diminution de capacité de production sous la rubrique 2260 (moins 8 t/j), de l'augmentation de capacité sous la rubrique 2160-2 en deçà du seuil de déclaration et du non-classement de ses installations de combustion sous la rubrique 2910-A.

2. Examen de la demande

Le site est désormais classé selon le tableau suivant :

Nature des activités	Installations concernées et volume des activités	Numéro de la rubrique	Régime	TGAP
Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épiluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, y compris la fabrication d'aliments composés pour animaux, mais à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2220, 2221, 2225, 2226. 1. Traitement et transformation destinés à la fabrication de produits alimentaires d'une capacité de production de produits finis supérieure à 300 t/j	Production d'aliments pour animaux à partir de matières organiques végétales capacité de production de produits finis = 390 t/jour	2260-1	A	6
Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus : 2. Uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production supérieure à 300 tonnes de produits finis par jour	Transformation de matières premières végétales Capacité de production = 390 t/jour	3642-2	A	3
Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 50 kg, mais inférieure à 250 kg	Quantité totale susceptible d'être présente = 130 kg	4110-2-b) Avec le bénéfice de l'antériorité	DC	/
Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable. Silos plats si le volume total de stockage est inférieur à 5 000 m ³	Volume total des silos plats (hors boisseaux d'expédition et hors boisseaux de process) = 2960 m ³	2160-1	NC	/

Nature des activités	Installations concernées et volume des activités	Numéro de la rubrique	Régime	TGAP
Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable. Autres installations : si le volume total de stockage est inférieur à 5 000 m ³	Volume total des silos 'autres installations' = 3910 m ³	2160-2	NC	/
Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771 et 2971. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b)i) ou au b)iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b)v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L541-4-3 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est inférieure à 2 MW	puissance thermique nominale = 1,2 MW	2910-A	NC	/
Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 1 t	Quantité totale susceptible d'être présente = 0,145 t	4120-2	NC	/
Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 20 t	Quantité totale susceptible d'être présente = 1,4 t	4510	NC	/
Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 t	Quantité totale susceptible d'être présente = 67,8 t	4511	NC	/

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°1752 du 26/05/1994 demeurent applicables.

Il est par ailleurs soumis à l'arrêté ministériel du 13/07/1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n°s 4110, 4709, 4713, 4736 ou 4737 selon les dispositions applicables aux installations existantes.

Comme cela avait été souligné lors de la dernière mise à jour de la situation administrative, les installations sont soumises à la directive européenne IED (rubrique 3000) et aux dispositions de la Section 8 du titre V du code de l'environnement 'Installations visées à l'annexe I de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles' et aux articles R. 515-70 du Code de l'environnement et suivants.

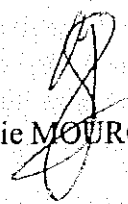
À noter que le BREF de référence est le BREF FDM (Industries alimentaires, des boissons et laitières). Lorsqu'il sera révisé et publié au journal officiel (prévu en fin 2017/début 2018), l'exploitant aura 1 an pour fournir un dossier de réexamen et un rapport de base.

3. Propositions de l'inspection des installations classées

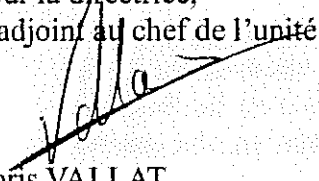
L'inspection propose à M. le préfet de prendre acte de la nouvelle situation administrative de l'établissement par arrêté préfectoral sans passage au CODERST (abrogation et remplacement du tableau de l'article 1er de l'arrêté préfectoral n°1752 du 26/05/1994) tel qu'indiqué ci-après. Un courrier d'accompagnement de l'arrêté est proposé en annexe du présent rapport.

Nature des activités	Installations concernées et volume des activités	Numéro de la rubrique	Régime	TGAP
Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, y compris la fabrication d'aliments composés pour animaux, mais à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2220, 2221, 2225, 2226. 1. Traitement et transformation destinés à la fabrication de produits alimentaires d'une capacité de production de produits finis supérieure à 300 t/j	Production d'aliments pour animaux à partir de matières organiques végétales capacité de production de produits finis = 390 t/jour	2260-1	A	6
Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus : 2. Uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production supérieure à 300 tonnes de produits finis par jour	Transformation de matières premières végétales Capacité de production = 390 t/jour	3642-2	A	3
Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 50 kg, mais inférieure à 250 kg	Quantité totale susceptible d'être présente = 130 kg	4110-2-b) Avec le bénéfice de l'antériorité	DC	/

L'inspecteur de l'environnement


Elodie MOUROUX

Vérifié, adopté et transmis,
à monsieur le préfet de la Drôme
Valence, le 05-04-2017
Pour la directrice,
L'adjoint au chef de l'unité inter-départementale Drôme-Ardèche


Boris VALLAT

Annexe : Projet de courrier prenant acte de la nouvelle situation administrative

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement – UCAB à CREST
Mise à jour de votre situation administrative

Monsieur le directeur,

Comme suite à la parution du décret n°2014-285 du 03/03/2014 (dit SEVESO 3) modifiant la nomenclature des installations classées, vous m'avez transmis par courrier du 30/03/2016 et dans l'étude de dangers transmise le 09/01/2016 une mise à jour de la situation administrative de l'installation de l'UCAB que vous exploitez à CREST.

Je prends acte de la nouvelle situation administrative de votre établissement selon l'arrêté joint au présent courrier.

Par ailleurs, je vous informe que les prescriptions de votre arrêté préfectoral n°1752 du 26/05/1994 demeurent applicables. Vous êtes également soumis à l'arrêté ministériel du 13/07/1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n°s 4110, 4709, 4713, 4736 ou 4737 selon les dispositions applicables aux installations existantes.

De plus, comme cela avait été souligné lors de la dernière mise à jour de la situation administrative, vos installations sont soumises à la directive européenne IED (rubrique 3000) et aux dispositions de la Section 8 du titre V du code de l'environnement 'Installations visées à l'annexe I de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles' et aux articles R. 515-70 du Code de l'environnement et suivants.

À noter que la révision du BREF FDM de référence (Industries alimentaires, des boissons et laitières) est prévue fin 2017/début 2018 et que vous aurez alors 1 an pour fournir un dossier de réexamen et un rapport de base.

Je vous prie d'agréer, monsieur le directeur, l'expression de ma considération distinguée.